

ANNEXE V

RENSEIGNEMENTS SUR L'ECOLE PROFESSIONNELLE DE LA BASE DE KAMINA

| | |
|---|-------------|
| Date de fondation de l'Ecole | 1951 |
| Premier cycle normal d'étude de quatre années | 1951 à 1955 |
| Diplômes d'études complètes délivrés | 279 |
| Certificats d'études deux années - Force navale | 52 |

Capacité actuelle de l'Ecole : 250 élèves.

La collection de précis fournie à titre documentaire ne représente pas la totalité des ouvrages en service, car plusieurs précis sont actuellement en revision.

ECOLE PROFESSIONNELLE DE LA FORCE AERIENNE - BASE DE KAMINA

I. - BUTS QUE S'IMPOSE L'ECOLE

1°) Former des spécialistes congolais capables d'aider avec sécurité les spécialistes européens dans leurs travaux sur avions ou dans les installations techniques de la Force aérienne.

Les métiers spécialement enseignés actuellement sont :

- Mécanicien moteur d'avion
- Mécanicien cellule d'avion
- Electricien d'avion
- Mécanicien radio

2°) Commencer la formation des spécialistes congolais destinés à la Force navale (deux années, la formation se poursuivant pendant deux années à Banana).

3°) Accessoirement et seulement en fonction des besoins, former des spécialistes dans les métiers suivants :

- Entoileur-bâcheur-peintre
- Forgeron-soudeur
- Tourneur en métaux
- Menuisier
- Aide-spécialiste en parachute.

4°) Collaborer à l'oeuvre générale de l'instruction de la jeunesse congolaise.

II. - CONDITIONS D'ADMISSION ET DE RECRUTEMENT

1°) Pour être admis comme élève à titre d'essai (durée : 3 mois) il faut :

- a) Etre célibataire et âgé de 17 ans maximum.
- b) Etre porteur d'un certificat de fin d'études de 6ème année d'école primaire.

(Une certaine priorité est cependant accordée aux candidats ayant un certificat attestant qu'ils ont suivi avec fruit les cours d'une ou plusieurs années d'études post-primaires et dans ce cas une légère tolérance quant à l'âge maximum d'admission est admise.

- c) Satisfaire à un examen médical passé par un médecin du Service de santé/Base de Kamina.
- d) Satisfaire à l'examen concours de recrutement et s'y être classé en ordre utile - le nombre des candidats admis annuellement est fixé par le Commandement.
- e) Etre de nationalité congolaise.

L'examen de recrutement a lieu entre le 15 août et le 15 septembre et comporte les épreuves suivantes :

- i) Français : une dictée (20 lignes), une rédaction sur un sujet simple, trois exercices sur la connaissance du vocabulaire courant, un exercice de lecture.
- ii) Calcul : un examen écrit comportant une série d'opérations et de problèmes simples exigeant une bonne connaissance des quatre opérations fondamentales appliquées aux nombres entiers et fractionnaires, aux fractions ordinaires et décimales; de plus certains exercices posent un problème de raisonnement simple.
- iii) Interview à base de tests psychotechniques sondant le jugement, le raisonnement, l'aptitude mécanique et la dextérité manuelle.
- iv) Appréciation sur le comportement général au cours du séjour pendant les épreuves.

2°) Pour être admis comme élève à titre définitif, le candidat doit :

- a) Réussir l'examen de sélection (50% dans chaque branche) organisé à l'issue des trois premiers mois de l'instruction et portant sur les matières enseignées à l'Ecole durant ce premier trimestre.
- b) S'être montré discipliné au cours de ce trimestre.
- c) Accepter de signer un contrat de travail d'une durée de trois ans prenant cours à la date de sortie de l'Ecole, liant le candidat aux Forces métropolitaines (durant la période couverte par ce contrat la latitude de contracter mariage lui est reconnue). Ce contrat est présenté à la signature du tuteur de l'élève.

3°) Le recrutement se déroule de la façon suivante :

- a) Du 1er janvier au 10 juillet de chaque année, inscription des candidats. Ceux-ci doivent introduire une demande écrite au Commandant de l'Ecole professionnelle de la Base de Kamina - BML - B.P. 573 - Base de Kamina dans laquelle ils font acte de candidature aux cours de la session commençant le 15 septembre suivant.

Dans cette demande, ils spécifieront : leur identité et adresse exacte, leur date de naissance, leur qualité de célibataire et les études faites (préciser en quel établissement et joindre certificats, diplômes ou copies de ceux-ci).

- b) A la réception d'une demande pouvant être prise en considération (conditions générales remplies) le Commandant de l'Ecole professionnelle de la Base de Kamina envoie au candidat un questionnaire à remplir. Celui-ci doit lui être renvoyé dans les plus brefs délais.
- c) Entre le 10 juillet et le 10 août, le Commandant de l'Ecole lance les convocations aux candidats dont la demande a été retenue pour passer l'examen de recrutement dans l'un des centres le plus proche de leur domicile (KAMINA-LEOPOLDVILLE-ELISABETHVILLE-LULUABOURG).

Les frais de voyage vers ce centre et le séjour dans ce centre sont aux frais des candidats.

- d) Les candidats retenus aux épreuves de sélection sont transportés directement après celles-ci à KAMINA aux frais de la Base. Au cas où un fait exceptionnel postérieur (ex. : inaptitude médicale) empêcherait l'entrée à l'Ecole d'un des candidats, il serait rapatrié jusqu'au centre de recrutement aux frais de la Base.

Les candidats non retenus sont remerciés sur place.

Remarque importante : INUTILE POUR UN CANDIDAT DE SE PRESENTER S'IL N'A PAS ETE CONVOQUE.

III. - REGIME GENERAL DE LA FORMATION

- 1°) La première phase de formation théorique et pratique a une durée de quatre années.

A l'issue de cette première phase les élèves qui ont réussi l'examen de fin d'études à l'Ecole professionnelle, sont mis au travail dans les unités et installations des Forces métropolitaines.

/...

Sous la direction de personnel européen qualifié, ils effectuent pendant trois années un stage de perfectionnement indispensable à compléter la formation qu'ils ont reçue pendant les quatre années d'études.

A la fin de cette période, ils doivent réussir un examen pratique qui leur confère le droit à l'obtention d'un diplôme agréé par le gouvernement. Ce diplôme stipule toutes les matières enseignées, la durée des études, du stage de perfectionnement et la réussite des examens. Ce diplôme est du niveau "professionnel secondaire inférieur".

2°) L'année scolaire commence le 15 septembre pour se terminer le 1er août de l'année suivante.

Du 1er août au 15 septembre, les élèves jouissent d'un congé scolaire avec gratification.

3°) Des cours ou des exercices pratiques sont donnés en langue française tous les jours de la semaine (sauf le samedi) de 7 heures à 11 h. 45 et de 14 heures à 16 h. 30. Le samedi matin est consacré à des séances de sport, d'éducation par le cinéma et à la mise en ordre des locaux et matériel didactique.

VI. - NIVEAU ET PROGRAMMES GENERAUX DE LA FORMATION

1°) En 1ère année :

- a) But : Donner aux élèves une base forte qui leur permettra de suivre avec fruit les cours de la section professionnelle.
- b) Cadre général des programmes
 - Revision des principales matières vues en dernière année de l'école primaire.
 - Cours complémentaires (géométrie - dessin industriel - mécanique et physique) du niveau d'une école industrielle européenne.
 - Orientation pratique de la formation par la technologie et l'ajustage.

2°) En 2ème et 3ème années :

- a) But : Voir le 1 ci-avant.
- b) Cadre général du programme
 - Continuation des cours complémentaires commencés en 1ère année.
 - Etude et application des généralités sur le travail à l'Aviation, ou, éventuellement, à la marine.

- Etude et pratique du métier considéré.
- Exécution répétée des inspections réglementaires et des tâches types prévues sur les moteurs, les avions, etc.

3°) En 4ème année :

- Passage dans les différents organismes techniques de la Base de Kamina, en rapport avec la spécialité envisagée où les élèves participent d'une façon dirigée aux tâches normalement dévolues aux spécialistes de leur métier.
- Revision des matières vues en 2ème et 3ème années avec applications pratiques.

V. - AVANTAGES ACCORDES AUX ELEVES

1°) Formation assurée gratuitement dans son entièreté (ni minerval, ni frais de livres, d'objets classiques ou d'outillage).

2°) Nourriture gratuite reçue d'un mess commun (trois repas par jour comportant une ration nettement supérieure à celle généralement délivrée en nature suite aux dispositions légales).

N. B. - Avantage accordé seulement pendant les quatre ans de formation théorique proprement dite.

3°) Réception gratuite de certains équipements : tenue de sortie, imperméable, salopettes, chandail, couverture, lit, etc.

4°) Logement gratuit dans des bâtiments en dur.

5°) Soins médicaux et pharmaceutiques gratuits.

6°) Welfare normal.

7°) Gratification de trois francs par journée de présence au cours. Une gratification supplémentaire est accordée aux élèves méritants suivant le barème suivant :

- 1 franc par jour quand l'élève a obtenu entre 65 % et 74,9 % aux examens de fin d'année précédente.
- 2 francs par jour quand l'élève a obtenu 75 % et plus aux mêmes examens.

8°) Durant le contrat de travail qui suit la formation proprement dite, perception d'un salaire légal et autres avantages légaux (posho, allocations familiales, etc.) avec possibilité d'augmentation.

9°) A l'issue de ce premier contrat de travail, possibilité de rengagement est accordée à ceux qui se sont montrés travailleurs et disciplinés. Ils peuvent alors être proposés pour passer dans la catégorie des travailleurs appointés.

/...

VI. - REGIME DISCIPLINAIRE

Les différentes sanctions qui peuvent être infligées aux élèves durant leur formation sont :

- 1°) Les retenues : pour fautes contre les règles spécifiques de l'école (cotes inférieures aux interrogations, indiscipline scolaire, etc.). Elles sont exécutées sous surveillance durant le week-end.
- 2°) Les amendes : pour fautes contre les règlements intérieurs de la Base de Kamina (absence illégale, manque de discipline dans les quartiers, etc.). Leur montant est celui d'une journée de la gratification. Une seule amende est donnée par motif.
- 3°) La sévère réprimande : pour faute grave tant contre les règles de l'Ecole que contre celles spécifiques à la Base de Kamina. Elle entraîne toujours la perte de la gratification durant une semaine; elle ne peut être infligée qu'une fois; la répétition de faits pouvant à nouveau l'entraîner amène le renvoi de l'Ecole.
- 4°) Le renvoi de l'Ecole.

REMARQUE : Tout renseignement complémentaire peut être obtenu en s'adressant directement au Commandant de l'Ecole professionnelle - Force aérienne - Base de Kamina.

ANNEXE VI

LISTE DU PERSONNEL BELGE A LA BASE DE KAMINA

A. PERSONNEL DE DIRECTION ET D'ADMINISTRATION ET SPECIALISTES

58

Personnel de direction et d'administration

43

| | | | |
|---------------------------------------|---|----|--|
| Commandants et directeurs | | 8 | |
| Etat-major général | 6 | | |
| Escadre d'instruction et de transport | 1 | | |
| Divers | 1 | | |
| Officiers et chefs supérieurs | | 22 | |
| Etat-major général | 8 | | |
| Achats | 1 | | |
| Son | 1 | | |
| Travaux et bâtiments | 1 | | |
| Services spéciaux | 1 | | |
| Instruction et renseignements | 2 | | |
| Ravitaillements et évacuations | 2 | | |
| Services de santé | | 2 | |
| Chef de l'intendance | | 1 | |
| Section de ravitaillement Air | | 1 | |
| Escadre d'instruction et de transport | | 8 | |
| Groupe de vol | 1 | | |
| Ecole technique | 1 | | |
| Officiers mécaniciens | 2 | | |
| Pilote-moniteur | 1 | | |
| Escadrille de transport des pilotes | 1 | | |
| Officier d'administration | 1 | | |
| Matériel et magasins | 1 | | |
| Centre d'instruction | | 1 | |
| Divers | | 1 | |
| Autres chefs et chefs adjoints | | 11 | |
| Magistrat militaire et adjoint | | 2 | |

Spécialistes

15

| | |
|---|---|
| Agronome (ingénieur des travaux) | 1 |
| Ingénieurs électriciens | 2 |
| Météorologiste | 1 |
| Bibliothécaire | 1 |
| Stagiaires | 2 |
| Médecin de médecine interne et dentiste | 1 |
| Chirurgien | 1 |
| Otho-rhino-laryngologiste | 1 |

/...

| | | |
|---|----|-----|
| A. PERSONNEL DE DIRECTION ET D'ADMINISTRATION ET SPECIALISTES | | 58 |
| Anesthésiste | 1 | |
| Pharmaciens | 2 | |
| Chef du laboratoire pharmaceutique | 1 | |
| Pharmacien-chimiste | 1 | |
| B. PERSONNEL TECHNIQUE ET ENCADREMENT | | 293 |
| <u>Personnel technique</u> | | 55 |
| Physiotechnicien | 1 | |
| Technicien ophtalmologue | 1 | |
| Opérateurs rayons X | 3 | |
| Laboratoire (chim.) | 1 | |
| Aide-pharmacien | 1 | |
| Infirmières | 11 | |
| Physiologiste | 1 | |
| Photographes | 2 | |
| Cartographe | 1 | |
| Traducteur | 1 | |
| Prévisionniste | 1 | |
| Opérateurs radio | 5 | |
| Opérateurs radio de bord | 17 | |
| Spécialiste des ballons | 1 | |
| Spécialistes des parachutes | 8 | |
| <u>Instructeurs</u> | | 109 |
| Instruction générale | | 42 |
| Maîtres d'armes | 2 | |
| Brigade de police et de lutte contre l'incendie | 1 | |
| Ecole de sous-officiers | 1 | |
| Moniteurs parachutistes | 8 | |
| Ravitaillement (approvisionnement air) | 30 | |
| Escadre de formation et d'instruction | | 67 |
| Pilotes moniteurs | | 57 |
| Moniteurs chefs | 2 | |
| Instruction au sol | 7 | |
| Formation de vol | 1 | |
| Ecole technique | 2 | |
| Instruction en vol | 9 | |
| Non spécifiés | 24 | |
| Formation | 9 | |
| Méthode Link | 3 | |
| Ecole de navigation | 7 | |
| Enseignement et divers | 2 | |
| <u>Aumônier</u> | | 1 |

B. PERSONNEL TECHNIQUE ET ENCADREMENT

293

| | | |
|--|----|-----------|
| <u>Personnel technique de l'escadre de formation</u> <u>et d'instruction (autre que les instructeurs)</u> | | 102 |
| Officiers subalternes | | 37 |
| Navigation | 3 | |
| Lutte contre l'incendie | 3 | |
| Télécommunications | 2 | |
| Equipement | 5 | |
| Transport des pilotes | 1 | |
| Pilotes | 4 | |
| Equipe de sauvetage | 2 | |
| Chef de vol | 1 | |
| Equipe d'entretien | 1 | |
| Personnel technique | 11 | |
| Equipe de télécommunications | 3 | |
| Ecole technique | 2 | |
| Contrôle et inspection | 1 | |
| Entretien | 4 | |
| Transport auto | 1 | |
| Equipe des services air | 1 | |
| Non spécifiés | 7 | |
| Pilotes | | 56 |
| Escadrille de sauvetage | 12 | |
| Vol régulier | 24 | |
| Pilotes V | 2 | |
| Elèves-pilotes | 18 | |
| Navigateurs | | 2 |
| <u>Encadrement</u> | | <u>26</u> |
| Transports | | 4 |
| Entretien des véhicules à roues | 2 | |
| Approvisionnement - service des transports | 1 | |
| Chef de la section des transports | 1 | |
| Bâtiments et casernes | | 7 |
| Chef du service des bâtiments et casernes | 1 | |
| Chef du service de réfection des bâtiments et casernes | 1 | |
| Officier subalterne des bâtiments | 1 | |
| Officier subalterne d'administration des bâtiments et casernes | 1 | |
| Officiers subalternes du service des bâtiments et casernes | 2 | |
| Administrateur des bâtiments militaires | 1 | |
| Ecoles | | 4 |
| Chef de la section des écoles | 1 | |
| Chefs de section (écoles) | 3 | |

/...

B. PERSONNEL TECHNIQUE ET ENCADREMENT

29

Divers

11

| | |
|---|----------|
| Chef des services techniques | 1 |
| Adjudant-chef | 1 |
| Commandant de la compagnie administrative | 1 |
| Commandant adjoint du service du matériel militaire | 1 |
| Chef d'entrepôt | 1 |
| Chefs des équipes statiques (tour de contrôle) | 2 |
| Chef de la section des travaux | 1 |
| Adjoints SI | 2 |
| Infirmière-major | <u>1</u> |

C. CONTREMAÎTRES, ARTISANS ET OUVRIERS QUALIFIES

36Contremaîtres

15

Non spécifiés, chefs de chantier

6

Génie

2

| | |
|-----------------------|----------|
| Chef d'atelier | 1 |
| Bâtiments et travaux | 2 |
| Travaux | 1 |
| Bâtiments et casernes | 4 |
| Services techniques | <u>1</u> |

Ajusteurs, mécaniciens et autres ouvriers sur métaux

265

Ajusteurs

123

| | |
|--|----------|
| Services techniques (chantiers) | 2 |
| Instruments de précision | 8 |
| Avions | 15 |
| Moteurs d'avions | 82 |
| Armuriers | 13 |
| Metteur au point du matériel militaire | 1 |
| Travail du fer | <u>2</u> |

Mécaniciens

114

| | |
|-------------------------------------|----------|
| Instruments de précision | 11 |
| Appareillage électrique des avions | 3 |
| Mécaniciens de bord | 14 |
| Mécaniciens radio (armée de l'air) | 54 |
| Mécaniciens automobile | 20 |
| Mécanicien sur télescripteur | 1 |
| Electricité (bâtiments et casernes) | 3 |
| Services de mécanique | 2 |
| Matériel | 1 |
| Machines à bois | 1 |
| Lignes de communications et câbles | <u>4</u> |

/...

C. CONTREMAITRES, ARTISANS ET OUVRIERS QUALIFIES

36

| | | |
|---|----------|-----------|
| Réparateurs | | 14 |
| Radar (HAA) | 1 | |
| Radio | 2 | |
| Carburateurs et électricité automobile | 3 | |
| Automobile | 5 | |
| Armes | 1 | |
| Armes portatives | 1 | |
| Matériel de réfrigération | <u>1</u> | |
| Soudeurs et forgerons | | 8 |
| Soudeurs | 3 | |
| Soudeur sur avion | 1 | |
| Chaudronniers sur cuivre et tôliers | <u>4</u> | |
| Tourneurs | | 6 |
| Tourneurs sur métal | 5 | |
| Tourneur-ajusteur | <u>1</u> | |
| Electriciens | | 33 |
| Menuisiers | | 3 |
| Plombier (bâtiments) | | 1 |
| Contrôle des pistes et matériel radio pour la circulation | | 3 |
| Pliers et réparateurs de parachutes | | 13 |
| Pompiers | | 2 |
| Spécialistes de l'entoilage | | 2 |
| Services généraux | | <u>28</u> |
| Chauffeurs (camions et automobiles) | | 11 |
| Bouchers | | 2 |
| Boucher-abatteur | 1 | |
| Boucher | <u>1</u> | |
| Boulangers (pétrin mécanique) | | 2 |
| Cuisiniers | | 11 |
| Cuisinier-boucher | 1 | |
| Chef | 1 | |
| Aide-cuisiniers | 2 | |
| Blanchisseur | | 1 |
| Préposé aux chaudières | | <u>1</u> |

/...

D. PERSONNEL DE BUREAU

19

| | | |
|--|-----------|----------|
| Secrétaires | | 39 |
| Secrétaire médical | 1 | |
| Secrétaire de pharmacie | 1 | |
| Autres secrétaires | 35 | |
| Dactylos | <u>2</u> | |
| Commis | | 30 |
| Sous-officiers (y compris les adjudants) | | 27 |
| Appareillage technique (armée de l'air) | 11 | |
| Transports (armée de terre) | 6 | |
| Escadre de formation et d'instruction | 4 | |
| Divers | <u>6</u> | |
| Magasiniers | | 6 |
| Service des achats | | 61 |
| Quartier général | 2 | |
| Service sanitaire | 2 | |
| Chantiers | 8 | |
| Commandement | 3 | |
| Travaux | 1 | |
| Equipement mécanique | <u>4</u> | |
| Logistique | 3 | |
| Intendance | 6 | |
| Service du matériel | 7 | |
| Essence, huile et lubrifiants | 1 | |
| Munitions | 1 | |
| Ravitaillement | 3 | |
| Literie et effets personnels | 1 | |
| MOC | 4 | |
| Divers | 9 | |
| Services techniques (armée de l'air) | <u>14</u> | |
| Téléchiffreurs | | 6 |
| Services sanitaires | | 5 |
| Dessinateurs (dessin architectural et technique) | | 4 |
| Tribunal | | 5 |
| Greffiers | 4 | |
| Secrétaire du tribunal | <u>1</u> | |
| Instructeurs, n.o.s. | | 2 |
| Cantinier | | 1 |
| Divers | | <u>6</u> |

/...

| | | | |
|--|-----------|-----------|------------|
| E. DIVERS | | | <u>197</u> |
| Personnel de renfort (armée de terre) | | | 184 |
| Intendance | | 27 | |
| Officier | 1 | | |
| Soldats | <u>26</u> | | |
| Service du matériel | | 80 | |
| Officiers | 2 | | |
| Soldats | <u>78</u> | | |
| Service des transports (soldats) | | 28 | |
| Télécommunications | | 36 | |
| Officiers | 1 | | |
| Soldats | <u>35</u> | | |
| Tribunal militaire | | 3 | |
| Services sanitaires - Baka | | <u>10</u> | |
| Manoeuvres et personnel employé au nettoyage | | | <u>13</u> |

ANNEXE VII

RAPPORT DU GENERAL R.A. WHEELER SUR LES CONTRATS RELATIFS A DES
TRAVAUX DE CONSTRUCTION A LA BASE DE KAMINA

DESCRIPTION SOMMAIRE DE DIX CONTRATS D'ENTREPRISE DONT L'EXECUTION,
ANTERIEUREMENT SUSPENDUE, DOIT ETRE REPRISE LE LUNDI 12 SEPTEMBRE

ET

DE QUATRE CONTRATS D'ENTREPRISE DONT L'EXECUTION DOIT
COMMENCER LE LUNDI 12 SEPTEMBRE,

LES DITS CONTRATS CONCLUS EN VUE DE REDUIRE LE CHOMAGE A LA BASE DE KAMINA

COMMUNICATION INTERNE

Base de Kamina, le 5 septembre 1960

Le général R. A. Wheeler

à M. Linner

Objet : Liste des travaux destinés à réduire le chômage à la Base de Kamina

1. Vous trouverez ci-joint la liste des travaux revue par M. Galo Plaza et par le directeur de la Mission technique belge à la Base de Kamina. Dans quatre cas seulement, il s'agit de contrats qui ont été passés, mais dont l'exécution n'a pas commencé; dans tous les autres, il s'agit de contrats dont l'exécution a été commencée, mais ultérieurement suspendue. Tous les projets sont de nature à réduire le chômage et ils sont tous dignes d'être placés sous les auspices des Nations Unies.
2. Le Gouvernement central congolais a approuvé une augmentation de 30 pour 100 des taux de salaire pour la main-d'oeuvre congolaise. Il est tenu compte de cette augmentation dans la liste jointe à la présente.
3. Les contrats relatifs à des conduites et tuyaux d'eau, siphons d'égouts, câbles électriques, radiateurs, etc., pour lesquels des soumissions avaient été reçues de Belgique et des marchés passés avec des fournisseurs belges, ont été annulés il y a deux semaines. Ces fournitures sont nécessaires à l'exécution de certains des travaux figurant dans la liste. Je recommande donc que le prix de ces fournitures soit inclus dans le calcul du coût total des travaux pour lesquels on demande des fonds.
4. Certains des projets figurant dans la liste comprennent du matériel en route de Matadi à Kamina, mais dont l'acheminement a été arrêté en transit par le Président de la Province de Kasai. Vous avez déjà pris des mesures en vue de faire acheminer sur Kamina le matériel en entrepôt à Port Francqui ainsi que le matériel sur wagons de chemins de fer à Luputa, près de la frontière. Je recommande de poursuivre l'action engagée dans ce sens. Le matériel de toiture actuellement disponible à l'usine du producteur à Luluabourg doit être expédié dès que les communications ferroviaires seront rétablies. Les tuiles, qui sont l'un des articles dont le transport a été arrêté en route, pourraient être

/...

remplacées par du matériel fabriqué à Elisabethville, si elles devaient être livrées avec de trop longs retards.

5. Le nombre de Congolais employés par la Base à des travaux de construction et d'entretien et dont les salaires sont payés par le Gouvernement belge s'élève au total à 660. Il n'est tenu compte d'aucun d'entre eux dans la présente liste.

6. Vous trouverez ci-après le résumé des travaux :

| | |
|---|---------------|
| a) <u>Coût total :</u> | <u>Francs</u> |
| Achèvement des travaux prévus par les contrats | 28.457.206 |
| Augmentation de 30 pour 100 du coût de la main-d'oeuvre | 1.350.000 |
| Matériel importé | 2.244.408 |
| Dépenses imprévues (6 pour 100) | 1.948.386 |
| TOTAL | 34.000.000 |

b) Nombre total de personnes employées - 550 Congolais

c) Pourcentage du coût en monnaie congolaise : 62 pour 100 environ

d) Les entrepreneurs demandent que la partie du prix de leur contrat payable en monnaie étrangère leur soit versée en Belgique.

7. Je recommande de présenter le plus tôt possible une demande de fonds d'un montant de 680.000 dollars des Etats-Unis, afin que l'exécution des divers travaux puisse être reprise le lundi 12 septembre.

Copie à M. Galo Plaza

/...

MEMORANDUM

Le 6 septembre 1960

Objet : Contrats relatifs à des travaux publics à la Base de Kamina

J'ai examiné un certain nombre de contrats relatifs à des travaux devant être effectués à la Base de Kamina. Il s'agit, dans tous les cas, de contrats ayant été passés sur la base de prix unitaires, à la suite d'appels d'offres et de soumissions. Tous les contrats, à l'exception d'un seul (le contrat Willaume relatif à l'achèvement de l'installation de douches d'eau chaude), contiennent une clause prévoyant l'ajustement, par application de formules mathématiques, du prix prévu dans le contrat, en cas de variation des coûts du matériel et des fournitures nécessaires, de la main-d'oeuvre européenne ou de la main-d'oeuvre congolaise.

Tous les contrats fixent la date à laquelle les travaux doivent obligatoirement être achevés et prévoient des astreintes en cas d'inobservation des délais prévus. Dans de nombreux cas, le délai prévu dans le contrat était déjà expiré au début de juillet 1960, ou était, à cette date, sur le point de venir à expiration.

Dans tous les cas, les soumissions (y compris la partie correspondant aux dépenses en monnaie étrangère) étaient exprimées en francs congolais. Les contrats prévoient que l'Etat supportera le coût du transfert des fonds. Aux termes des contrats, les paiements à valoir doivent être faits mensuellement, à la fin du mois, et doivent couvrir tant les travaux effectués que le matériel et les fournitures se trouvant sur place, mais non encore utilisés. Les ajustements en cas de variation des coûts doivent être effectués dans les 60 jours qui suivent la modification survenue. Les paiements doivent être faits par l'intermédiaire de la Banque centrale du Congo belge et du Ruanda-Urundi à Léopoldville, ou par CCP/Bruxelles.

Tous les contrats contiennent des dispositions prévoyant que le transport de tout le matériel doit être assuré par des navires battant pavillon de la Compagnie maritime belge, sous peine d'amende en cas d'expédition par une autre ligne.

La partie contractante semble être le Ministre de la défense nationale, agissant par l'intermédiaire du Commandant supérieur des forces métropolitaines en Afrique. Tous les contrats sont régis par des règlements du Ministère de la défense nationale, qui ont été publiés.

/...

Le dossier que j'ai examiné n'est peut-être pas complet, mais il ne contient aucune preuve écrite du fait, mentionné pendant la réunion d'hier, qu'au cours des deux derniers mois, tous les versements au titre des contrats ont été effectués en francs belges.

On trouvera ci-joint un résumé de certains faits pertinents concernant les contrats examinés.

Signé : Virginia M. Wheeler

Contrat relatif à l'achèvement de l'installation de douches d'eau chaude

Entrepreneur : J. Willaume

Prix : 904.294 francs congolais (prix fixe, aucun ajustement n'étant prévu en cas d'augmentation du coût soit du matériel et des fournitures, soit de la main-d'oeuvre).

Délai : Les travaux doivent être achevés dans le délai de huit mois suivant l'acceptation de l'offre. L'offre a été acceptée le 30 mai 1959; par conséquent, les travaux auraient dû être terminés le 31 janvier 1960 au plus tard.

Caution versée par l'entrepreneur : 45.200 francs.

Contrat relatif à la construction d'un cinéma-théâtre

Entrepreneur : SOTECO

| | |
|--|---------------------|
| Prix : Soumission originale (31 décembre 1958) - | 5.353.015,81 francs |
| Commande modifiée du 28 mai 1959 - supplément | 17.048,19 francs |
| Commande modifiée du 10 novembre 1959 - supplément | 67.947,00 francs |
| Commande modifiée du 25 avril 1960 - supplément | 121.427,00 francs |

Le contrat contient une clause d'ajustement du prix en cas d'augmentation du coût du matériel ou de la main-d'oeuvre

Délai : Les travaux doivent commencer dans les deux mois qui suivent l'adjudication et être terminés dans les dix-huit mois suivants. Le délai de dix-huit mois prévu à l'origine devait commencer à courir le 31 décembre 1958. La commande modifiée du 10 novembre 1959 a ajouté 12 jours à ce délai et la commande modifiée du 25 avril 1960 en a ajouté 30. Les travaux auraient donc dû être achevés à la mi-août 1960, au plus tard. L'astreinte prévue en cas de retard de la part de l'entrepreneur s'élève au maximum à 5 pour 100 du prix prévu par le contrat.

Caution versée par l'entrepreneur : 267.600 francs.

Contrat relatif à la construction de 13 maisons jumelées pour Congolais (à Kilubi)

Entrepreneur : SOTECO

Prix : 3.560.177 francs congolais. Le contrat prévoit l'ajustement du prix en cas d'augmentation du coût des fournitures ou de la main-d'oeuvre

Délai : 8 mois à compter du 25 novembre 1959

Clause spéciale : L'administration se réserve le droit d'augmenter ou de diminuer le nombre des maisons.

Cautions versées par l'entrepreneur : 178.100 francs.

Contrat relatif à la construction de 56 maisons jumelées pour Congolais (à Kamina)

Entrepreneur : SAFRICAS

Prix : soumission originale : 13.244.826 francs congolais

Commande modifiée du 20 mars 1960 - supplément 187.434

Commande modifiée du 21 mai 1960 - supplément 157.838

Le contrat contient la clause usuelle d'ajustement du prix.

Délai : 13 mois à compter du 16 décembre 1959. La commande modifiée du 21 mars 1960 a ajouté 7 jours à ce délai et la commande modifiée du 21 mai 1960 en a ajouté 5.

Cautions versées par l'entrepreneur : 662.300 francs.

Contrat relatif à la construction de 2 pâtés de maisons pour célibataires

Entrepreneur : GeDeVe, à l'origine, mais le contrat a été cédé à Willaume

Prix : soumission originale : 1.837.388 francs congolais

Commande modifiée du 28 janvier 1960 - supplément 19.771

Le contrat contient la clause usuelle d'ajustement du prix.

Délai : 10 mois à compter du 3 novembre 1959. La commande modifiée du 28 janvier 1960 a ajouté 8 jours à ce délai.

Cautions versées par l'entrepreneur : 91.900 francs.

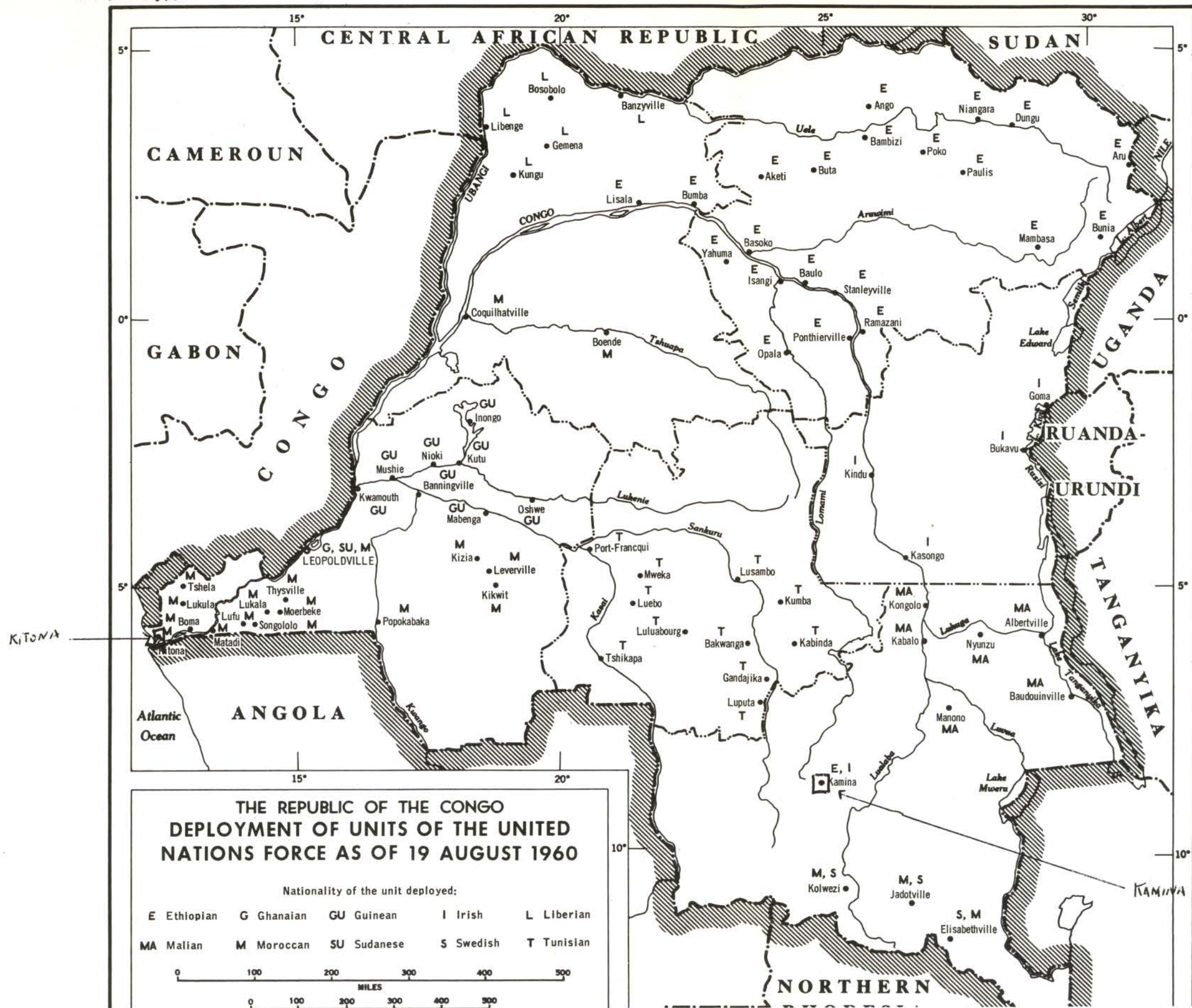
/...

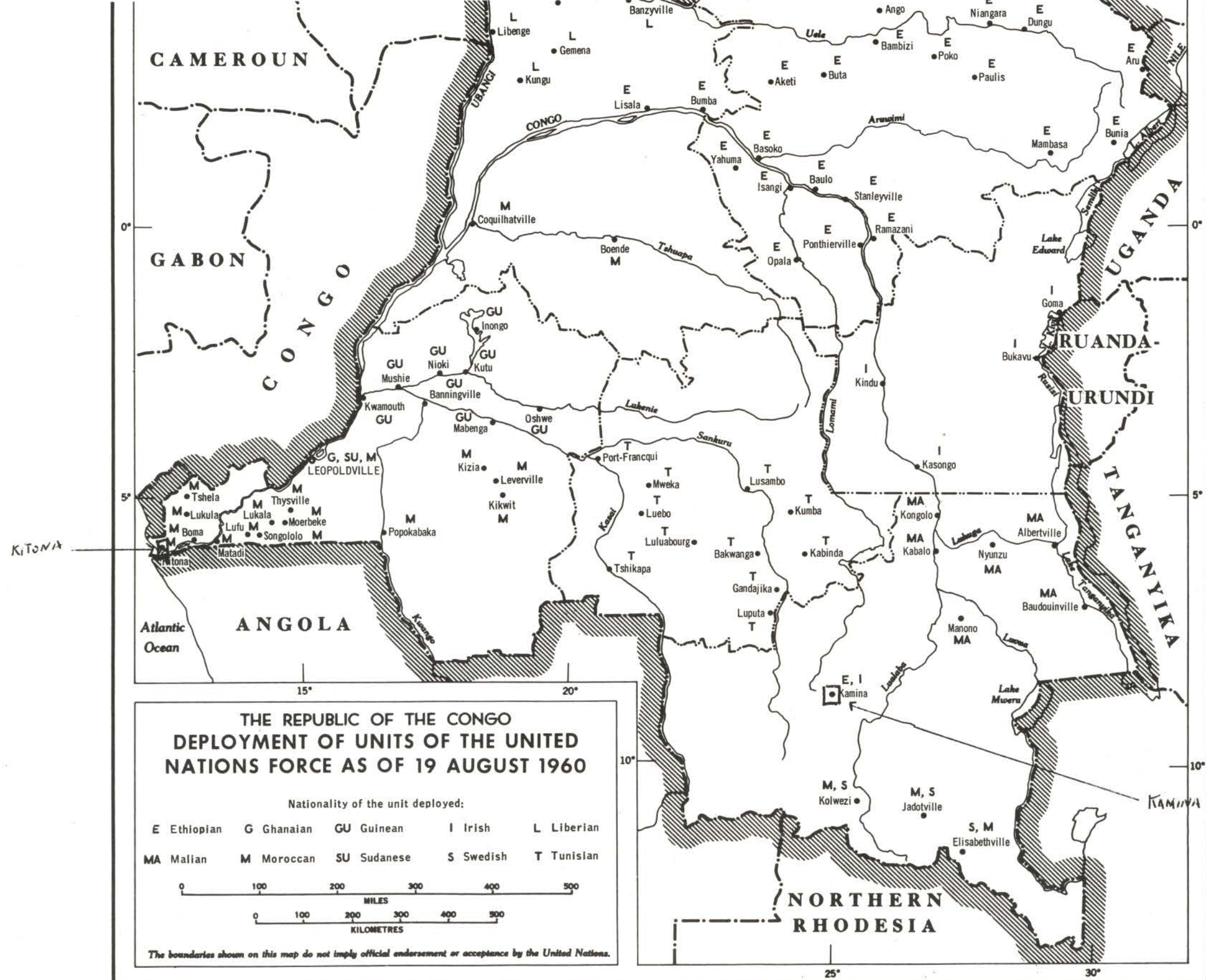
| No DU POSTE | DESCRIPTION | NOM DE L'ENTRE- PRENEUR | COUT INITIAL DES TRAVAUX CONTRACTUELS | COUT DES TRAVAUX RESTANT A EFFECTUER | NOMBRE D'OUVRIERS EMPLOYES | DUREE DE LEUR EMPLOI (EXPRIMEE EN MOIS) |
|----------------|--|-------------------------------|---|---|----------------------------------|--|
| Annexe 1) | | | | | | |
| 1 | Cinéma-théâtre | SOTECO | 5.630.717 | 806.073 | 10 | 1 |
| 3 | 13 maisons jumelées pour Congolais | SOTECO | 3.564.177 | 1.491.933 | 70 | 4 |
| 4 | 56 maisons jumelées pour Congolais | SAFRICAS | 13.994.859 | 4.528.522 | 100 | 6 |
| 5 | 2 pâtés de maisons pour célibataires | WILLAUME | 1.857.159 | 1.066.271 | 10 | 4 |
| 6 | 44 maisons du type Force publique | SAFRICAS | 25.542.716 | 13.066.377 | 150 | 7 |
| 8 | Etablissement d'ensei- gnement ménager pour jeunes filles congolaises | WILLAUME | 2.854.548 | 2.482.748 | 30 | 8 |
| 9 | Hangar pour l'entre- posage de pièces de rechange d'aéronefs | SAFRICAS | 2.523.094 | 1.556.129 | 50 | 4 |
| 10 | Achèvement de l'instal- lation de douches d'eau chaude | WILLAUME | 866.339 | 244.721 | 5 | 1 |
| 11 | Réfection du bâtiment des services généraux | WILLAUME | 231.810 | 231.810 | 15 | 6 |
| 12 | Réparation des planchers dans les casernes | WILLAUME | 444.770 | 444.770 | | |
| 13 | Réparation des planchers dans les casernes | WILLAUME | 315.600 | 315.600 | | |
| 14 | Réfection de l'école d'aviation | WILLAUME | 602.252 | 602.252 | | |

/...

| No DU POSTE | DESCRIPTION | NOM DE L'ENTRE- PRENEUR | COUT INITIAL DES TRAVAUX CONTRACTUELS | COUT DES TRAVAUX RESTANT A EFFECTUER | NOMBRE D'OUVRIERS EMPLOYES | DUREE DE LEUR EMPLOI (EXPRIMEE EN MOIS) |
|----------------|---|-------------------------------|---|---|----------------------------------|--|
| Annexe 2) | | | | | | |
| 4 | Installation d'égouts | WILLAUME | 1.170.000 | 1.170.000 | 30 | 3 |
| 5 | Fabrication de conduites d'égout | SAFRICAS | 450.000 | 450.000 | 20 | 2 |
| | | | <u>60.048.041</u> | <u>28.457.206</u> | | |
| | Augmentation de 30 pour 100, ordonnée par le Gouver- nement central congolais, des taux de salaire pour la main-d'oeuvre congolaise (le coût de la main-d'oeuvre correspond à 15 pour 100 du coût total des travaux) | | | 1.350.000 | | |
| | | | | <u>29.807.206</u> | | |
| | Deux sous-traitants pour 3 entrepreneurs principaux (compris ci-dessus) | | | | 60 | 8 |
| | TOTAL | | | 29.807.206 | | |
| | Conduites d'eau, siphons d'égout, câbles électriques, etc., pour lesquels des soumissions ont été reçues de Belgique et des marchés ont été passés, mais annulés. Tous les postes y relatifs figurent dans l'annexe 2 (postes 1, 2, 3, 6, 7, 8, 9, 10 et 11) (tous les paiements en monnaie forte) | | | 2.244.408 | | |
| | | | | <u>32.051.614</u> | | |
| | Dépenses imprévues 6 pour 100 | | | 1.948.386 | | |
| TOTAL GENERAL | | | | 34.000.000 de francs | 550 ouvriers congolais | |

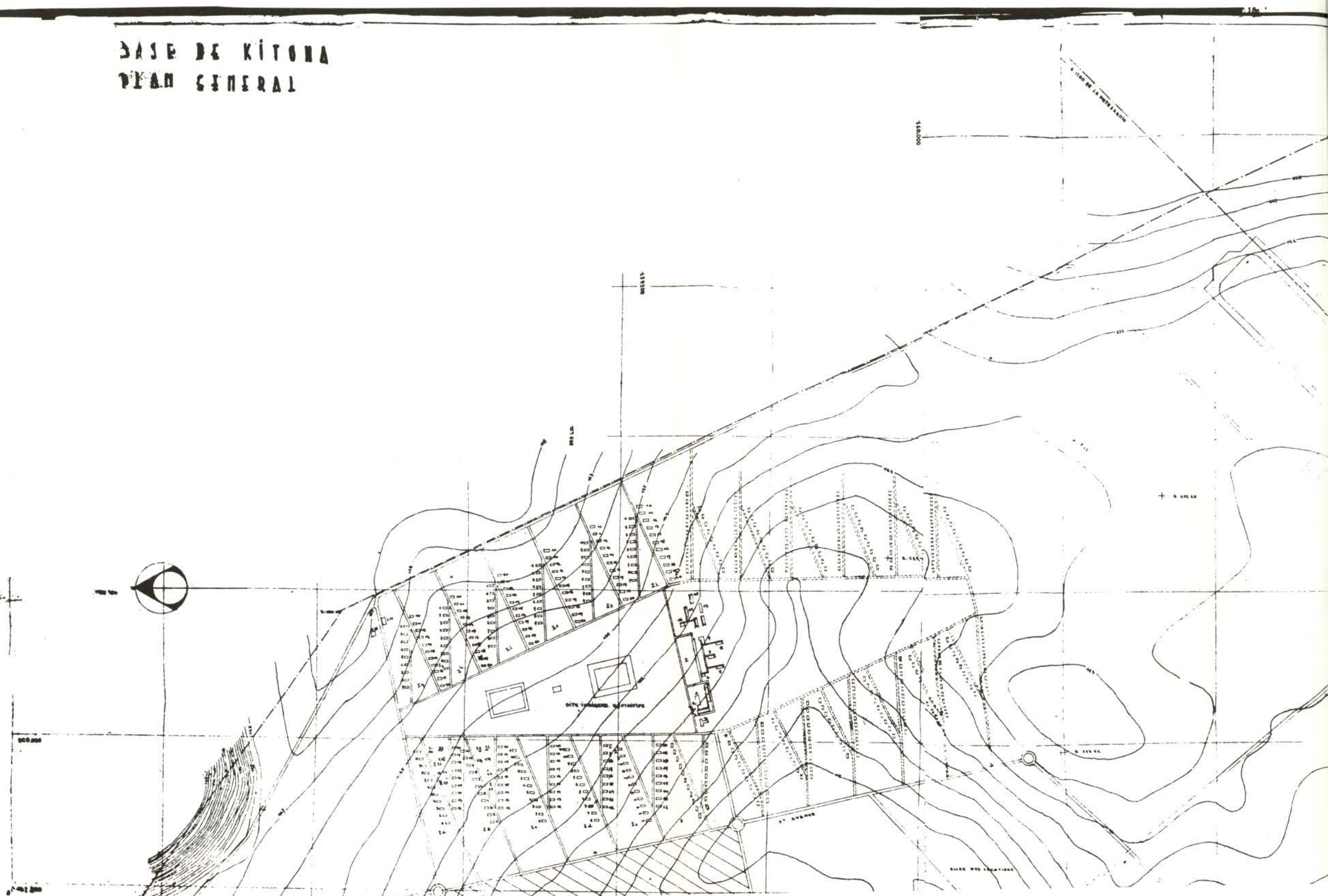
Note : Ces postes figurent dans les annexes 1 et 2 à la lettre du 3 septembre 1960 No BT 4824 du Commandant-Directeur de la Mission technique belge à la base de Kamina.

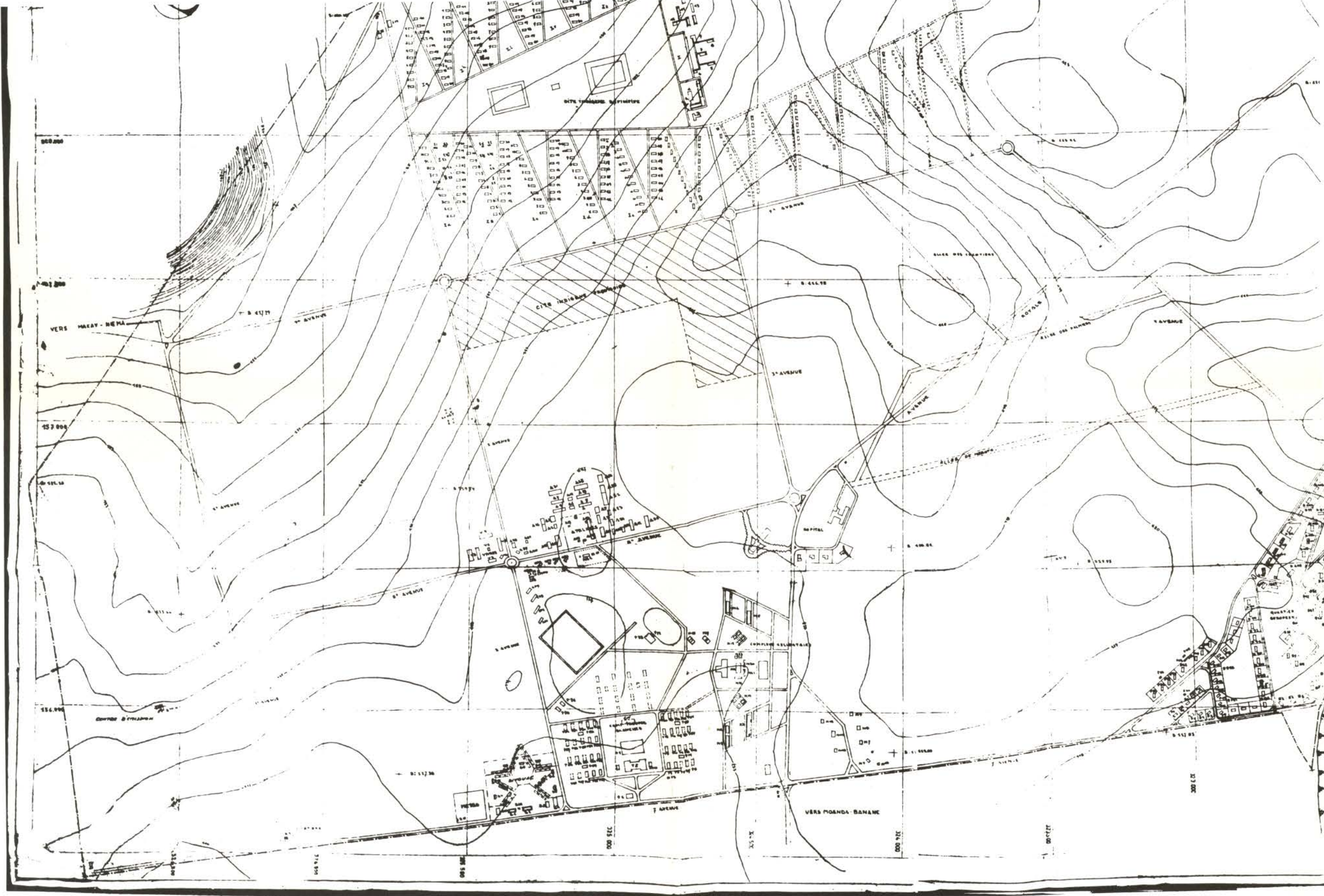


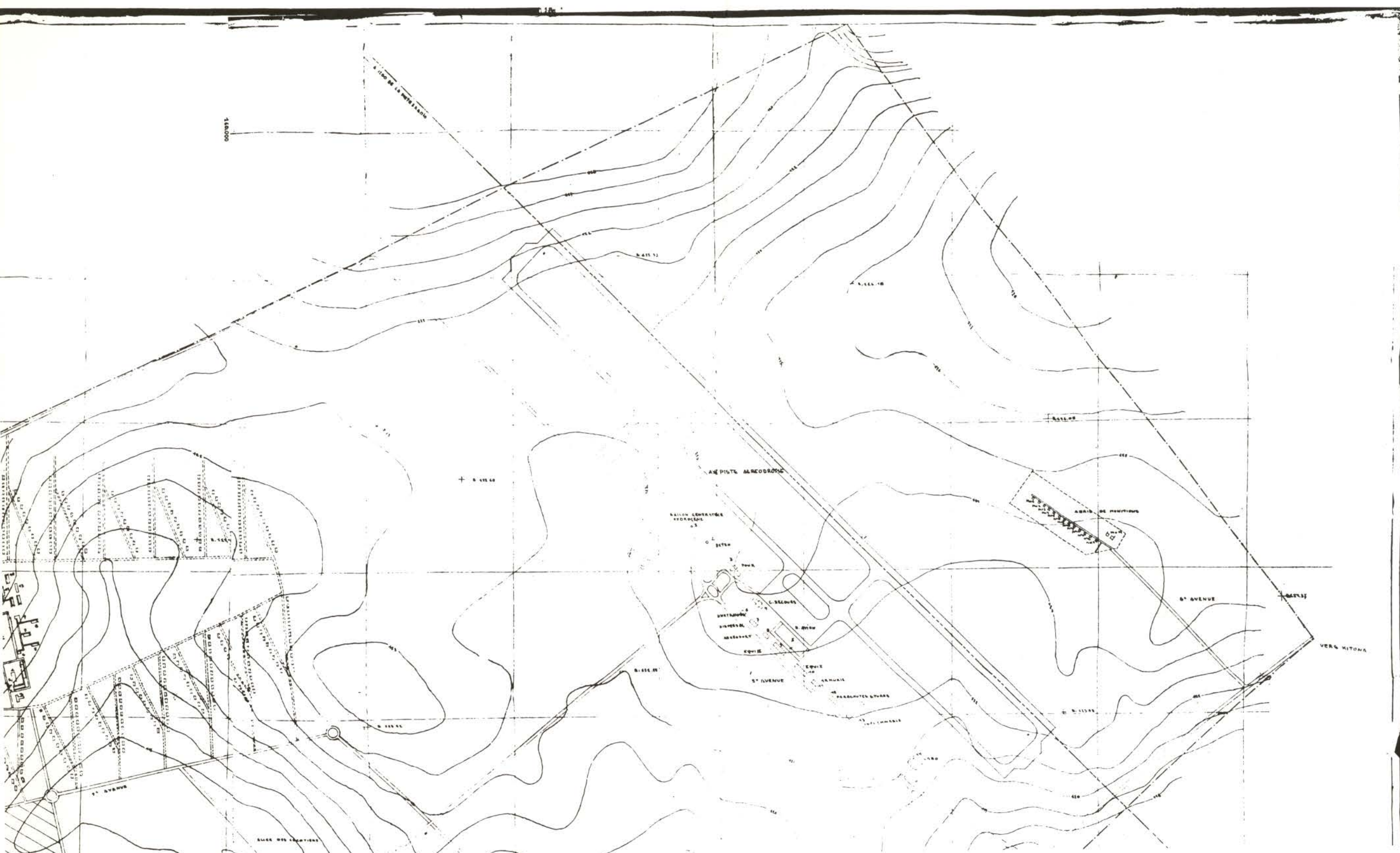


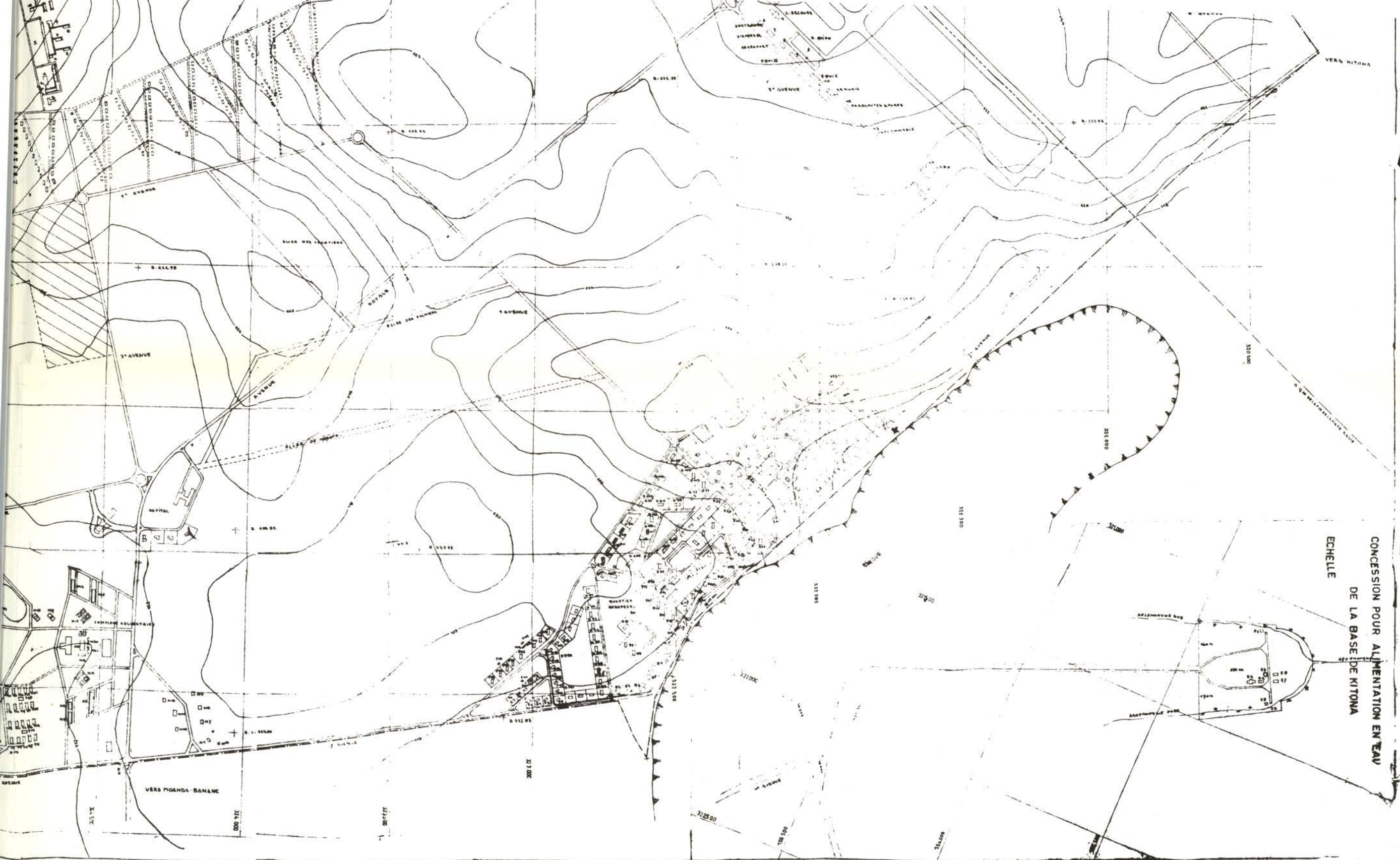
ANNEX IX

BASE DE KITONA PLAN GENERAL









CONCESSION POUR ALIMENTATION EN EAU
DE LA BASE DE KITONA
ECHELLE

C/POW 110/3/3

15 February 1

Mr. A. Nachaat, ONUC Administrative Officer, Kitona Base
F.C. Nwokedi, Chief Assistant to the Special Representative
Thefts at Kitona Base

KI-21

Further to my cable KI-21 of 13 February, I am sending you herewith copy of Mr. Knecht's report and list of the entrances to the base. I would very much appreciate receiving your early comments and recommendations on the various points made in the report. We are anxious that adequate measures be taken to safeguard the properties on the base.

circulated to: Ahmed
Prachin
Maden
Lockie

Is returned



INTER - OFFICE MEMORANDUM

II février 1961 196

A. M. F.C. NWOKEDI, Chef assistant

DE : Charles KNECHT, attaché spécial

OBJET : Vols et dégâts sur la Base de Kitona

De l'enquête faite sur place il résulte ce qui suit :

Du 15 octobre 1960 au 4 février 1961, vingt-cinq vols ont été commis sur la base de Kitona. Les victimes de ces vols sont des militaires belges, un indigène et l'administration de la base. Dans les villas la plupart des vols ont été commis par effraction c'est-à-dire en découpant les moustiquaires, celui de l'hôpital à l'aide de fausses clés. En général, il s'agit de vols de vêtements, de draps, de matelas et même de vaisselle dont les auteurs doivent être des indigènes. Le plus important est celui de l'hôpital où les voleurs se sont emparés d'outils, d'appareils et ont vidé la salle d'opérations. Ce vol doit avoir été commis par des gens ayant la possibilité d'écouler le produit de leur vol et les indigènes ne doivent pas pouvoir le faire.

Tous les vols ont été constatés par des militaires belges et les fonctionnaires des Nations unies, tant civils que militaires, ne sont pas intervenus. D'autre part, les Belges demandent le remboursement du prix de deux Jeeps volées lors de l'occupation de la base par l'Armée nationale congolaise. Cette demande doit être examinée avec soin car il n'y a aucun procès-verbal de constat ni aucune indication sur les caractéristiques de ces jeeps, soit année de fabrication, numéro du moteur, numéro du châssis. Lors de l'occupation de la base les Belges ont remis à l'A.N.C. toutes les clés de leurs véhicules tandis que les fonctionnaires de l'ONUC. n'ont pas donné les leurs. Du reste depuis cette soi-disante disparition ils auraient vendu sans inventaire tout le matériel de la base aux Travaux publics congolais, c'est-à-dire probablement à l'ANC.

Depuis mon arrivée à la base, ils ont signalé à l'Officier administratif de l'ONU. la disparition de cinq armoires contenant 225 colis de vivres de réserves, déclarant en avoir retrouvé une vide près d'une sentinelle marocaine. D'après l'enquête d'un officier marocain il n'y a pas eu vol ni disparition de colis de vivres. Cette affaire n'est donc pas sérieuse mais elle est grave car l'allégation des Belges signalant la trouvaille d'une armoire vidée de son contenu près d'une sentinelle marocaine peut jeter la suspicion sur les militaires des Nations unies.

Il est très difficile de procéder à des enquêtes pour identifier les auteurs des vols ou pour retrouver les marchandises disparues car beaucoup de temps s'est écoulé et de nombreux indigènes ont quitté la base.

Avant l'indépendance il existait sur la base une police indigène de 12 à 18 hommes commandée par un adjudant. Il y avait aussi de 40 à 60 policiers militaires belges plus des gardes appartenant aux forces navales. Toutes les entrées de la base étaient gardées et des patrouilles contrôlaient les routes à l'intérieur. A l'époque 3.000 indigènes habitaient à la base. Actuellement leur nombre a beaucoup diminué mais à Moanda ils existent deux cités indigènes d'environ 5.000 habitants dont 2.000 sont chômeurs. Aux abords de la base se trouvent quatre villages indigènes. Cette base a une surface de vingt kilomètres carrés et pour y pénétrer il y a quinze entrées légales et quatre illégales.

Au moment où les Nations unies ont repris l'administration de la base la police belge a été supprimée. Cent cinquante soldats marocains ont été chargés de la garde, leur nombre ayant été porté à trois cent cinquante à fin décembre. Ces militaires contrôlent l'entrée principale et la route conduisant au village de Kitona. Ils restent donc dix-sept points de pénétration sans aucune surveillance. Des patrouilles, paraît-il, circulent sur le territoire de la base, mais ne vont en tous cas pas sur les chemins longeant la barrière de la base car ces chemins ne sont pas utilisés et s'ils ne sont pas entretenus ils deviendront rapidement impraticables.

D'autre part, les soldats ne sont nullement préparés pour effectuer un travail de police.

Si l'on veut éviter des vols et des déprédations aux installations de la base, il faut adjoindre aux militaires un groupe de policiers militaires chargé de faire des contrôles. Il y a lieu également de supprimer une partie des entrées beaucoup trop nombreuses vu le nombre restreint d'habitants de la base. Cette décision devrait être prise rapidement car plusieurs maisons seront abandonnées à la fin du mois à la suite du départ des derniers militaires belges.

Amel

Report by Mr. Knecht on thefts and damage at Kitona base

11 February 1961

From investigation made on the spot it appears that:

Between 15 October 1960 and 4 February 1961, 25 thefts occurred on Kitona base. Victims of these thefts were Belgian military personnel, a Congolese and the base administration. Most of the thefts were committed by breaking into houses, that is by cutting screens, while entrance into the hospital was obtained with false keys. Generally speaking, objects taken were clothing, sheets, mattresses and even dishes. These thefts seem to have been committed by Congolese. The most important theft is that of the hospital where instruments and apparatus were taken and the operating theater emptied of its contents. This theft must have been committed by persons who are able to sell the product of their theft, and the Congolese no doubt do not have this possibility.

All thefts were reported by Belgian military personnel and ONUC officials, neither civilian nor military, did not intervene. In addition, the Belgians request reimbursement for the price of two jeeps stolen at the time the base was occupied by the National Congolese army. This request must be studied carefully because there is no official report of the theft, nor any indication of the type of jeep, and the year of manufacture and number of motor or chassis are not given. At the time of occupation of the base, the Belgians handed over to the ANC the keys to their vehicles, while UN officials did not do so. Furthermore, since the alleged disappearance they are supposed to have sold, without inventory, all material on the base to the Congolese public works, that is probably to the ANC.

While I was at the base, the Belgians advised the Onuc administrative officer of the disappearance of five boxes (the French word armoire he used means cupboard) containing 225 packages of food rations, and declared having found an empty one next to a Moroccan sentry. In accordance with the investigation made by a Moroccan officer, there was no theft nor disappearance of food packages. This matter therefore is serious only because of the allegation made by the Belgians who claim that a box, emptied of its content was found next to a Moroccan sentry, thus throwing suspicion on UN military personnel.

It is difficult to carry out investigations to find the authors of the thefts or to find the merchandise that has disappeared because much time has elapsed since then and many natives have left the base.

Before independence there was a native police force on the base made up of 12 to 18 men commanded by an adjutant. There were also some 40 to 60 Belgian military police plus guards who belong to the navy. All entrances to the base were guarded and patrols checked the roads inside the base. At that time, 3000 natives resided at the base. Their number is much smaller now, but at Moanda there are two native towns of about 5,000 inhabitants out of which 2,000 are unemployed. At the entrance of the base there are four native towns. The base has a surface of 20 square kilometers and access to the base consists of 15 legal and four illegal entrances.

At the time when the UN took over administration of the base, the Belgian police was abolished. 150 Moroccan soldiers were charged with guarding the base, and their number was increased to 350 at the end of December. These soldiers guard the main entrance and the road leading to Kitona village. Thus there remain 17 points of entrance which are not guarded. It seems that patrols circulate throughout the base, but at all events they do not go on the roads along the barrier of the base because these paths are not in use, and if they are not maintained they will soon become impassable. Furthermore, these men are not trained to do police work.

If thefts and plunder of base installations are to be avoided, these soldiers should be assisted by military police to do the controlling. Also, it is necessary to close part of the entrances which are far too numerous in view of the small number of inhabitants of the base. This decision should be taken soon because several houses will be left vacant at the end of the month following the departure of the last Belgian military personnel.

Entrées de la Base de Kitona

1. Entrée principale sur la route venant de Moanda.
2. Entrée illégale pour bicyclettes et piétons à la cote 156.000
3. Entrée pour piétons
4. Entrée sur la route Makay Niema pour piétons seulement (consolidée)
5. Entrée illégale cinquante mètres plus loin barrière défoncée.
6. Entrée illégale à 500 mètres du château d'eau.
7. Entrée illégale pour piétons près du château d'eau.
8. Entrée piétons transformée en passage route poste No. 5
9. Entrée piétons poste No. 6
10. Entrée piétons poste No. 7
11. Entrée piétons poste No. 8
12. Entrée piétons poste No. 9
13. Entrée piétons poste No. 10
14. Entrée piétons poste No. 11
15. Entrée piétons poste No. 12 transformé en passage route.
16. Entrée route avec portes
17. Entrée route de Kitona. La garde doit être déplacée pour contrôler une route allant directement à l'aéroport.
18. Entrée route sur la 7ème avenue.
19. Entrée route sur la 7ème avenue poste 14.